

p.B.58.2 - Espagne - MKG/al
p.B.58.04

Berne, le 29 novembre 1978

R E S U M E

Note au Chef du Département

L'heure des "putschs" a-t-elle sonné pour l'Espagne ?

Le "complot d'opérette" éventé récemment en Espagne n'est qu'un symptôme parmi d'autres de l'actuelle fébrilité politique, normale après la longue, lourde et artificielle somnolence du franquisme. Le dressage idéologique subi sous le Caudillo secrète une grogne de vieux généraux, qu'inquiète le libéralisme - pourtant éclairé - des structures mises graduellement en place au cours des trois dernières années (et de la nouvelle constitution adoptée par les Cortes à une écrasante majorité le 31 octobre dernier). La loyauté du gros de l'armée reste acquise au roi dont le prestige s'est affermi : elle a tout à gagner, sur le plan de la modernisation des équipements, à la poursuite du processus de démocratisation contrôlée. Le démantèlement du dispositif franquiste devrait donc s'achever dans la concorde le 6 décembre prochain par une adhésion populaire massive à la nouvelle charte.

p.B.58.2 - Espagne - MKG/al
p.B.58.04

Berne, le 29 novembre 1978

Note au Chef du Département

L'heure des "putschs" a-t-elle sonné pour l'Espagne ?

La tentative de coup d'Etat éventée le week-end du 18/19 novembre ("complot d'opérette" écrivait dès lundi le "Figaro") ne pouvait qu'avorter, à en croire la version officielle diffusée par l'Etat-major le surlendemain. Notre ambassade à Madrid confirme qu'il se serait agi d'une fausse alerte. Donc que la jeune démocratie espagnole n'est pas en péril.

Il n'empêche qu'à l'approche du référendum constitutionnel du 6 décembre, les attentats terroristes se multiplient et le climat politique s'alourdit. Un juste motif de préoccupation certes, mais sans plus, pour les voisins et amis européens de l'Espagne. Rien à voir (encore) avec la flambée de violence qui précéda les élections législatives du printemps 1977.

On est tenté d'être optimiste. Le long chemin parcouru depuis la mort de Franco, il y a juste 3 ans, et la continuité du processus de libéralisation garantissent assez solidement la stabilité du pays. Un climat de réconciliation nationale a pu être instauré grâce à la stratégie de démocratisation graduelle des structures politiques espagnoles développée par le roi Juan Carlos. Grâce aussi à un large consensus centriste, c'est-à-dire bel et bien à un compromis intervenu de facto sinon de jure entre le parti d'Adolfo Suarez, l'UCD, le parti socialiste ouvrier (PSOE) et, ponctuellement, les communistes de Santiago Carillo. Ce compromis de modération a marginalisé et atomisé l'opposition, à droite et à gauche. Une assemblée constitutionnelle a été élue le

15 juin 1977 au suffrage quasi universel. Une constitution vient d'être adoptée le 31 octobre par ces nouveaux "Cortes", à une écrasante majorité (92 % des députés du Congrès, et un score analogue au Sénat).

Ce vote (sur lequel la presse européenne ne s'est guère attardée, révélant par là qu'il s'inscrit à ses yeux dans un courant normal, tenu comme irréversible, de démocratisation) a une portée historique. Les Cortes, jadis chambre d'enregistrement franquiste, ont consacré ni plus ni moins qu'une charte instituant un régime parlementaire à l'européenne (assorti des mécanismes classiques : responsabilité, investiture, question de confiance, motion de censure). L'institution monarchique ne vise qu'à préserver l'unité et la permanence de l'Etat. Cette constitution a été munie d'emblée de garde-fous visant à protéger la liberté individuelle et à prévenir d'éventuels abus de pouvoir. Les structures qui s'esquissent sont, enfin, celles d'un Etat assez largement décentralisé (les compétences que la constitution prévoit de céder aux "communautés autonomes" paraissent étendues).

On s'attend à ce que la nouvelle constitution espagnole reçoive le 6 décembre une très large consécration populaire. Le démantèlement du dispositif franquiste, pour être achevé, n'a besoin que de cette "last touch".

Quels grains de sable pourraient faire s'enrayer cette machine bien huilée ? Les difficultés économiques ? Elles sont indéniables, mais pas beaucoup pires qu'ailleurs : le contrat conclu entre le gouvernement Suarez, les socialistes de Felipe Gonzales et les communistes (Pacte de la Moncloa, octobre 1977) a permis de réduire très sensiblement l'inflation (13,3 % de janvier à octobre 1978, contre 23,4 % durant la même période de 1977). Au prix, fatalement, d'un chômage élevé. Mieux valait évidemment préserver le niveau de vie de l'électeur moyen. L'abcès basque ? Il est loin d'être guéri, mais la majorité de la population basque désavoue désormais l'ETA terroriste. Une manifestation à Bilbao, le 28 octobre, l'a montré.

La fébrilité actuelle est normale, après la longue, lourde et artificielle somnolence du franquisme. Et après tout, nous sommes dans un pays latin. Les remous actuels représentent en quelque sorte les derniers soubresauts des nostalgiques du franquisme et des extrémistes de gauche (dont un régime répressif, donc prometteur de chaos, servirait mieux les objectifs que le libéralisme éclairé en voie de cristallisation). Dans l'état actuel des choses, ni les uns ni les autres ne peuvent faire basculer à nouveau l'Espagne dans l'autoritarisme. Un appui véritable de l'armée (c'est-à-dire une répression sans frein du terrorisme, conforme donc à la fois aux vœux de l'extrême droite et, parce qu'elle déclencherait une spirale de la violence, à ceux de l'extrême gauche) fait défaut.

Que le libéralisme de la nouvelle constitution mécontente et inquiète certains milieux de l'armée et de la police (qui vont jusqu'à la taxer de "marxiste"), on ne peut s'en étonner : le dressage idéologique subi sous Franco produit encore des effets. Aucune raison par contre de supposer que l'armée, dans son ensemble, veuille et puisse se désolidariser d'un processus de démocratisation voulu et conduit par un roi auquel elle conserve apparemment toute sa loyauté et dont le prestige s'est incontestablement affermi durant les trois dernières années.

Il est, en particulier, rassurant de constater qu'une fraction importante de l'armée (à commencer par les éléments jeunes) s'accommode fort bien des perspectives de modernisation ouvertes, dans le domaine militaire également par le nouveau régime. Même si la question d'une adhésion de l'Espagne à l'OTAN est encore loin d'être mûre, le temps travaille - espèrent-ils - pour eux et contre les grognards de Franco, voués tôt ou tard à la retraite. Leur appui au régime reste d'autant mieux garanti que le gouvernement va probablement sévir davantage face à l'ETA. Le complot découvert, qu'il soit vrai ou supposé, lui fournit un prétexte commode.

- 4 -

On peut donc escompter, dans un proche avenir, une hausse de la tension politique, avant mais aussi après le 6 décembre. Une fois ficelé le paquet constitutionnel, une re-définition des écarts entre les partis au Parlement est inévitable. Laquelle laisse prévoir des débats animés lorsqu'il s'agira de traduire cette charte (adoptée grâce à des ambiguïtés nécessaires pour assurer le consensus dont il a été question plus haut) sous forme de lois. Une bipolarisation à la française n'est pas à exclure à moyen terme, surtout si le projet de l'Alliance Populaire de reconstitution d'un parti de droite classique aboutit.

Secrétariat politique

J. Cuendet

Copies à:

- Ambassades de Suisse:

Lisbonne	Paris
Madrid	Rome

- Monsieur l'Ambassadeur A. Weitnauer
- Monsieur l'Ambassadeur E. Diez
- Monsieur l'Ambassadeur J. Martin
- Monsieur l'Ambassadeur A. Hegner
- Monsieur l'Ambassadeur J. Iselin
- Monsieur l'Ambassadeur M. Heimo
- Madame l'Ambassadeur F. Pometta
- Monsieur l'Ambassadeur J. Cuendet
- Monsieur l'Ambassadeur E. Brunner
- Monsieur le Ministre J. Zwahlen
- Monsieur H. Renk
- Monsieur A. Greber
- Secrétariat du Chef du Département